

Crise en aérospatiale et en transport aérien

Le Canada, un an en retard sur le reste du monde dû au manque de volonté politique du fédéral

À pareille date l'an dernier la pandémie de COVID-19 plongeait le transport aérien et l'industrie aérospatiale dans une crise sans précédent. L'âge d'or dans lequel se trouvait l'aviation commerciale internationale depuis quelques années s'est vite transformé en cauchemar.

Conscients de l'importance stratégique et socioéconomique de ces deux industries, des pays comme la France, l'Allemagne, les États-Unis, Singapour et la Chine ont tous déployé des plans d'urgences pour tenter de les protéger de la crise. Alors que certains de ces pays planifient la deuxième phase de leur plan d'intervention, le Canada, de son côté, est en réflexion depuis mars 2020. Nous sommes donc un an en retard sur le reste du monde en ce qui concerne l'aide au transport aérien et à l'aérospatiale.

Si le Fédéral ne réagit pas dans les prochains mois et qu'une élection met les activités du gouvernement sur pause pour une bonne partie de 2021, ce qui est toujours une possibilité avec un gouvernement minoritaire, les conséquences pourraient être catastrophiques pour le transport aérien et l'industrie aérospatiale. Ce serait alors un coup dur pour des centaines de milliers de travailleurs et plusieurs régions et le grand responsable de tout cela, serait le gouvernement libéral.

Bien qu'il y ait un fort consensus en faveur d'une politique industrielle de l'aérospatial et un plan de relance du transport aérien on fait du surplace. Les partis d'oppositions, les syndicats, ainsi que l'ensemble des acteurs des deux industries, multiplient les interventions auprès du gouvernement Trudeau, mais rien de concret ne se passe.

Après s'être fait répéter pendant des mois : « nous sommes conscients de la situation, on vous entend, on vous comprend, nous travaillons sur des solutions », on se demande si ce gouvernement compte réellement passer à l'action maintenant ou s'il cherche seulement à gagner du temps.

Son attitude nous donne l'impression que ce n'est pas important pour lui; que ce n'est pas si grave si les avions et les hélicoptères que nous fabriquons ici aujourd'hui sont fabriqués ailleurs demain; que de laisser le contrôle de notre espace aérien à des compagnies aériennes étrangères, ne représente aucun risque pour le Canada; que nous avons collectivement les moyens de nous priver de toute la richesse que ça représente ! Ce qui est pourtant loin d'être le cas.

Pendant que des mesures d'urgence pour soutenir les activités du transport aérien sont apparues un peu partout dans le monde dès les premiers mois de la crise, le gouvernement Trudeau tarde à finaliser sa stratégie. Tandis que la majorité des pays possédant une industrie aérospatiale sur leur territoire n'ont pas perdu de temps avant d'ajouter un plan d'urgence à leur politique nationale pour le secteur, le Canada n'a ni un, ni l'autre.

Néanmoins, nous avons encore un peu de temps pour réagir. Il est toujours possible de mettre en place une politique aérospatiale pancanadienne et une stratégie de relance du transport

aérien qui permettront à ces deux piliers de notre économie de s'adapter à leurs nouvelles réalités et de contribuer efficacement à la reconstruction d'une économie prospère et moderne. Tout ce qu'il nous manque pour y arriver c'est le gouvernement fédéral. La balle est dans votre camp M. Trudeau.